

Brochure n° 3090

Convention collective nationale

IDCC : 1527. – **IMMOBILIER**
(Administrateurs de biens,
sociétés immobilières, agents immobiliers, etc.)

AVENANT N° 37 DU 26 MARS 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2007
NOR : ASET0750713M
IDCC : 1527

Entre :

La CNAB,
La FNAIM ;
La SNPI ;
L'UNIT ;
La FSIF ;
La FNSEM ;
La CSAB,

D'une part, et

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Considérant l'obligation légale imposant aux organisations liées par une convention collective de branche de se réunir au moins une fois par an pour négocier sur les salaires (art. L. 132-12 du code du travail) ;

Considérant l'article 15 de l'avenant n° 32 du 15 juin 2006, relatif à la fixation de nouvelles modalités de détermination des salaires minima et de leur revalorisation, modifiant l'article 37 de la convention collective nationale de l'immobilier (brochure n° 3090) et fixant les règles conventionnelles relatives au salaire minimum brut annuel,

Les partenaires sociaux conviennent :

Article 1^{er}

Le présent avenant a pour objet de fixer, à compter du 1^{er} janvier 2007, les salaires minima bruts annuels pour l'ensemble des entreprises de la branche de l'immobilier, à l'exclusion des résidences de tourisme.

(En euros.)

GRILLE DES CLASSIFICATIONS du 11 décembre 1987		GRILLE DES CLASSIFICATIONS de l'avenant 33(*)	
Niveau	Coefficient	Niveau	Salaire minimum brut annuel(**)
I	241	E 1	16 307
II	255		
III	270	E 2	16 837
IV	290	E 3	16 970
V	315	AM 1	17 697
VI	335	AM 2	19 635
VII	380	C 1	20 595
VIII	440	C 2	28 167
IX	510	C 3	33 622
X	600	C 4	38 063
(*) Nouvelle grille de classification applicable à la date d'entrée en vigueur de l'avenant n° 33. (**) Sur 13 mois, hors prime d'ancienneté. E = employé ; AM = agent de maîtrise ; C = cadre.			

Article 2

Les parties signataires affirment leur attachement au principe légal de respect du SMIC. A cet égard, et conformément aux souhaits exprimés par le ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, elles s'attacheront à porter, dans tous les avenants « salaires » à venir, le salaire minimum conventionnel du premier niveau de la grille de classification à un montant au moins égal au SMIC.

Article 3

Il est rappelé que l'évolution des minima n'a pas vocation à se substituer aux négociations dans les entreprises.

Article 4

Les parties signataires s'engagent à maintenir, dans le cadre des négociations des futurs avenants « salaires », un écart pertinent entre les salaires de tous les niveaux de la grille de classification. Les parties veilleront à ce que les écarts entre les niveaux demeurent proches de ceux prévus initialement par l'avenant n° 34 du 15 juin 2006.

Article 5

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les meilleurs délais.

Fait à Paris, le 26 mars 2007.

(Suivent les signatures.)